

PHIL AURIANT,
du bureau DIS-MOI à Grand-Bois :

« La société doit s'ouvrir à la cause des droits humains »

Depuis début janvier 2018, DIS-MOI a ouvert un bureau à Grand-Bois dans le cadre de la politique de décentralisation de ses activités. Phil Auriant en a été nommé responsable. Il évoque sa mission.

■ **Pouvez-vous vous présenter Phil Auriant ?**

Je viens de compléter mes études en sciences politiques à l'Université de Maurice et je suis originaire de Rose-Belle. Pour être franc, j'étais loin de m'imaginer que je deviendrais, à 22 ans, le responsable du bureau de Grand-Bois de DIS-MOI, une association qui milite pour les droits humains.

Mon parcours étudiant a commencé au Forest Side SSS en 2007. J'ai commencé à suivre une filière en management, puis j'ai, finalement, décidé de me tourner vers les sciences politiques à l'UoM. Au fond de moi, j'ai toujours eu un fort attrait pour l'analyse des rapports de force entre individus et groupes. Cet intérêt découle surtout de mon parcours au sein d'une ONG qui milite pour l'inclusion sociale et le développement communautaire à Rose-Belle : l'Atelier Sa Nou Vize.

■ **Quelle est la spécificité de Grand-Bois, village où est situé votre bureau ?**

Grand-Bois est un petit village, situé à 8 kilomètres de Rose-Belle, dans le Sud qui reflète parfaitement notre pays : un arc-en-ciel de communautés qui vivent paisiblement. Notre bureau est au centre d'une zone résidentielle, en face d'une magnifique mosquée et à quelques minutes de marche d'un temple. En outre, nous avons aussi à Grand-Bois une communauté de Rodriguains qui s'y est installée, depuis le début des années 2000. Le village compte aussi des travailleurs migrants qui viennent généralement du Bangladesh.

■ **Quelles seront les priorités de DIS-MOI pour 2018 ?**

DIS-MOI aura fort à faire cette année. Nous avons mis en place plusieurs commissions qui ont chacune une mission et un plan d'action bien structuré. Avec ce nouveau bureau à Grand-Bois, nous poursuivons notre politique d'expansion et le travail entamé avec les pays du sud-ouest de l'Océan Indien. Pour DIS-MOI Grand-Bois, le travail n'est pas moindre. Cette année, nous allons tout mettre en œuvre pour toucher les travailleurs migrants, afin de les informer de leurs droits. Nous ambitionnons aussi de démarrer un projet d'autosuffisance alimentaire à Grand-Bois et si tout se passe bien, nous comptons prodiguer des cours en droits humains et en éducation citoyenne, une formation qui sera gratuite et ouverte à tous.

■ **Vous êtes un jeune universitaire et votre premier job, c'est dans les droits humains ? En quoi les droits humains sont-ils pertinents pour la jeunesse ?**

Ma dernière année à l'UoM a été un tournant

COURS GRATUITS en droits humains à DIS-MOI

Les cours en droits humains reprennent le samedi 17 février au siège du secrétariat de DIS-MOI à Belle-Rose de 9h30 à 12h00. Les cours de 15 heures s'échelonnent sur 4 semaines et comprennent aussi une visite au Parlement. Inscrivez-vous dès maintenant, les places sont limitées.



Pour être acteur du changement, il faut renforcer ses connaissances de son pays et de ses citoyens



décisif pour moi, les droits humains ayant été au cœur de ma thèse de fin d'études. Au cours de ma recherche universitaire sur les droits de l'homme et le cas de la communauté LGBT, je me suis rendu compte de l'importance et de la pertinence des droits humains, surtout dans les moments de « chaos », comme l'a relevé Amnesty International dans son rapport de 2015. De plus, l'éducation aux droits humains auprès des jeunes est l'unique façon de comprendre, de pratiquer ses droits et de respecter les droits d'autrui. Comme nous le clamons si bien à DIS-MOI : Nou enn sel rass, rass dimoun.

■ **Nous sommes à la veille des 50 ans d'Indépendance de Maurice, quel regard portez-vous sur cette société mauricienne ? Quels changements voudriez-vous voir ?**

La société mauricienne est si particulière de par ses singularités. Nous avons déjà parcouru tellement

de chemin en 50 ans d'Indépendance que je ne peux qu'être fier de notre société. Mais il nous reste encore beaucoup à faire. Notre société doit se tourner et s'ouvrir à la cause des militants des droits humains. Le mot changement est peut-être un peu trop sévère, c'est le passage d'un état à un autre, mais j'aimerais plutôt utiliser le terme 'évoluer'. Évoluer au sein d'une société, comme ces 50 dernières années, en un monde plus compréhensif des besoins de ses citoyens, de ses minorités, des exclus, en respectant leurs droits. Les droits humains et la dignité humaine doivent être au centre de cette évolution.

■ **Mis à part votre rôle de responsable de DIS-MOI, vous présidez la Commission DESC (Droits économiques sociaux et culturels) de DIS-MOI. Pouvez-vous expliquer aux lecteurs ce que sont ces droits et ce que vous faites ?**

Les droits économiques, sociaux et culturels sont des droits ayant pour but d'assurer, de garantir un niveau de vie adéquat et digne aux individus. Des droits qui sont reconnus en droit international des droits humains. Ils sont souvent moins connus du grand public parce qu'historiquement, ils n'ont pas reçu autant d'attention que les droits civils et politiques. L'un des instruments internationaux qui incluent expressément ces droits est la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ou le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. Le droit à la sécurité sociale, le droit à l'éducation ou le droit à l'identité culturelle sont quelques exemples des droits économiques, sociaux et culturels.

■ **Le mot de la fin ?**

Venez rejoindre la grande famille qu'est DIS-MOI et ensemble luttons pour les droits de l'homme. Je m'adresse principalement aux jeunes, diplômés du HDC ou universitaires, appelés à être les décideurs de demain. Pour être acteur du changement, il faut renforcer ses connaissances de son pays et de ses citoyens. Il faut disposer d'outils nécessaires et efficaces pour interagir avec son monde et bâtir une société plus juste et solidaire.

Je m'insurge contre les récents propos déplacés postés sur des réseaux sociaux contre les sinistrés de Berguitta. C'est trop facile de critiquer ce qu'on ne connaît pas. Certains ont évoqué une 'culture de dépendance, de 'batter bis' toujours à la recherche d'aides et d'allocations. Les gens oublient que le rôle primaire d'un État de droit, c'est de défendre les droits de ces citoyens les plus démunis. L'accès à un logement décent, à l'eau, à un travail est un droit et non un privilège. Il faut trouver des solutions à cette culture de dépendance, à la pauvreté extrême qui est une dure réalité pour de nombreuses familles. C'est à travers l'éducation qu'on pourra 'empower' ces gens pour qu'ils apprennent à se tenir debout pour une existence meilleure. Outre de donner des allocations, il faut assurer la formation professionnelle de jeunes désœuvrés : 'Donne zot enn kann a pess pou zot aprann trap zot pwason.' C'est une mission qui doit nous concerner tous : le secteur privé, la société civile et non seulement institutions gouvernementales. Cessons de critiquer à tort et à travers, agissons !

DIS-MOI a été choqué par une photo circulant sur les médias sociaux montrant un suspect, pieds et poings liés à une chaise. Si cette photo s'avère authentique DIS-MOI la considère comme un prima facie evidence de torture et demande la suspension immédiate des policiers présents dans le bureau ce jour-là.

Communiqué de DIS-MOI sur l'affaire Gaiqui Culture d'impunité, dérives policières et système inique de confession

Nous rappelons que la République de Maurice est signataire de la Convention contre la torture depuis 2003, laquelle convention définit cette pratique inhumaine et dégradante comme « l'action d'utiliser la violence physique ou morale en vue d'extorquer une confession ».

Le recours à la torture est encouragé par la nature même de la procédure d'instruction, en particulier par la loi sur les aveux (article 75 de la Criminal Procedure Act). En effet, il suffit pour inculper un suspect d'obtenir ses aveux signés, de telle sorte que cette confession amène la condamnation. DIS-MOI est convaincu que ce système est inique puisque beaucoup de confessions à Maurice sont extorquées sous la contrainte.

Il est temps que la National Human Rights Commission rende des comptes à la République de Maurice. Cette institution a manifestement failli à sa tâche de dissuasion face aux pratiques barbares et inhumaines du CCID. Il est temps que le Commissaire de Police fasse honneur à sa fonction, telle qu'elle lui est conférée par la



David Gaiqui.

Constitution. Il est temps aussi que les principaux partis politiques au pouvoir depuis 1968, le Parti travailliste, le PMSD, le MMM et le MSM viennent

expliquer aux citoyens de Maurice ce qu'ils ont fait de concret pour éliminer la torture, comme pratique courante de la police mauricienne.

● DIS-MOI demande l'instauration d'une Commission des droits de l'homme au parlement pour améliorer la culture des droits humains au sein de la République.

● DIS-MOI demande au gouvernement de ne plus tergiverser par rapport au projet de loi PACE, (The Police and Criminal Evidence Bill) qui dort quelque part dans un tiroir.

● DIS-MOI demande au DPP d'ignorer le tissu de fabrications kafkaïen monté par la police dans l'Affaire Gaiqui à l'encontre d'Anoop Goudary qui, d'initiateur du scandale Gaiqui, est subitement devenu un accusé.

● DIS-MOI demande aux citoyens de la République d'être vigilants par rapport à ce cas et appellera bientôt à une manifestation citoyenne si justice n'est pas rendue.

Lindley Couronne
Directeur
(52559086)
1^{er} février 2018

A UN Convention for the Rights of Older People

We have reached an important period in the UN calendar, that of preparing ourselves in the context of the ninth working session of the Open Working Group on Ageing which will take place between the 23 and the 26 July next. Our fellow members, supporters, sister organisations and stakeholders are aware that DIS-MOI has sustained over the years and is currently upholding its contribution to the campaign in view of the upcoming ninth session of the Open Ended Working Group on Ageing. (OEWG).

DIS-MOI stands as an accredited NGO to the OEWG and in this capacity calls upon similar instances concerned not to miss yet another landmark in the workings of the OEWG this year. The OEWG was established by the UN General Assembly on 21 December 2010. This Group has the mission of considering the existing international framework of the human rights of older persons and "identify possible gaps and how

best to address them, including as appropriate, the feasibility of further instruments and measures".

Further, on December 2012 the UN General Assembly requested the OEWG to present at the earliest possible a proposal containing, inter alia, the main elements that should be included in an international legal instrument "to promote and protect the rights and dignity of older persons, which are not currently addressed sufficiently by existing mechanisms and therefore require further international protection".

ENHANCE VISIBILITY

The ninth session therefore is meeting shortly. This is yet another opportunity to enhance visibility of African governments (amongst whom our country can play an eminent role if not a leading role), national human rights organisations, CSOs and NGOs, in the on-going process of drafting a new UN instrument in the form of a Convention for the Rights of Older People.

Last year stakeholders were called upon to submit views on a right to equality and non-discrimination and on freedom from violence abuse and neglect. By the 9 of April 2018 stakeholders would be required to provide substantive inputs for the development of a possible international standard on the protection of the rights of older people to "Equality and non-discrimination" and "Violence, neglect and abuse" from the two focus areas of the 8th session of the working group of last year. Also, inputs on the two focus areas of the 9th session, namely "Autonomy and Independence" and "Long term and Palliative Care" in the context of older persons.

We are hereby reiterating our appeal to all Mauritian parties having directly to do with the rights of older persons to assume their responsibilities. We shall do ours. The voice of a little country and the opinions of its concerned citizens can make a difference.

Vijay Naraidoo
Secretary-General and President of the Commission for the Rights of Older People. 19.01.2018

DROITS HUMAINS OCÉAN INDIEN ANNUAL GENERAL MEETING

Notice is hereby given to compliant members that the Annual General Meeting has been fixed for:
Day & Date: Saturday 24 February 2018
Time: 10:30 am
Venue: Seat of DIS-MOI, 11, Broad Avenue, Belle Rose, Quatre Bornes.

AGENDA

1. Welcome Address
2. Reading and approval of minutes of last Annual General Meeting
3. President's Report
4. Presentation and Approval of Final Accounts ending 31 January 2018
5. Presentation of Action Plan 2018 by Director

6. Election of nine members to the Board of Directors for the period 2018-2019 and 2019-2020.
7. Election of two auditors for the period 2018-2019 and 2019-2020.
8. Members wishing to stand as candidates for election to the Board are kindly requested to submit their letters of candidature in sealed envelope to the administration secretary at latest 09 of February 2018 at 3:00 pm.

Dated: 01.02.2018